

Manifestation nationale du 31 mars

Le gouvernement doit reculer!

PHILIPPE ÉTHIER, ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE

Dans le cadre de la Rencontre des partenaires en éducation, le 6 décembre dernier, le gouvernement Charest a confirmé ce que des milliers d'étudiants et d'étudiantes redoutaient : la hausse de frais de scolarité à partir de 2012, semble inévitable. Suite à cette rencontre, le Ministre des Finances Raymond Bachand déclarait que « notre plus grande richesse, c'est l'esprit de nos jeunes, c'est leur cerveau. Ceux qui ont étudié font rayonner partout dans le monde le génie québécois. Nous devons donc trouver ensemble des solutions pour assurer la pérennité des universités, et qu'elles puissent répondre aux plus hauts standards internationaux. Une chose est certaine : le gouvernement ne se désengagera pas du financement des universités »¹. Or, tout semble indiquer le contraire : les conclusions de cette rencontre se basent à la fois sur une plus grande implication financière de la part des étudiants et étudiantes, tout comme des entreprises, d'ailleurs.

Cette hausse de frais n'est qu'une des nombreuses mesures d'un plan de tarification de l'ensemble de nos services publics (santé, éducation, services sociaux, hydro-électricité, etc.), s'attaquant ainsi à toute la population et particulièrement aux plus démunis-e-s. Devant ces nouvelles attaques, la résistance s'impose. Notre riposte devra être organisée et réfléchi.

Dans quelques semaines, le gouvernement Charest déposera son budget 2010-2011. La question demeure : y découvrirons-nous la nature et la portée de l'attaque lancée contre nous? Nous devons nous attendre au pire: augmentation des frais de scolarité à la moyenne canadienne, modulation des frais par programme ou indexation des frais de scolarité demeurent possibles. Mais peu importe

l'importance de la hausse, qu'il s'agisse de 50\$, 500\$ ou 1000\$, elle résulte d'un choix : celui de privilégier les mieux nantis-e-s en matière d'accès à l'éducation.

Le 31 mars sera le moment de lancer un ultime avertissement au gouvernement libéral : s'il ne fait pas marche arrière sur son projet de hausser les frais de scolarité, les étudiantes et les étudiants déclencheront un mouvement d'opposition généralisé. Cette journée-là, l'ASSÉ sera dans les rues de Montréal. Des milliers d'étudiantes et d'étudiants défilent dans la rue pour se faire entendre du gouvernement Charest, résister contre l'effritement de la mission originelle de nos institutions post-secondaires et surtout, défendre leur droit à l'éducation. Plus que jamais, nous devons réaffirmer que tout projet de hausse de frais de scolarité est inacceptable et que, pour garantir l'accessibilité, nous devons nous engager dans une voie toute autre, celle de la gratuité scolaire. Et c'est ce discours que nous livrerons le 31 mars.

Certes, notre lutte sera longue et difficile. Nous n'avons aucune garantie de réussite. Notre seule garantie est celle d'un échec, si nous

ne défendons pas nos acquis sociaux. Car le gouvernement, lui, est déterminé à faire valoir ses propres intérêts et ceux de ses amis-e-s : les compagnies du secteur de la construction, les compagnies minières, les grandes banques et bien d'autres. Partout dans le monde, cette



Quelle place pour le féminisme dans le mouvement étudiant?

AUDREY SIMARD, ÉTUDIANTE EN TRAVAIL SOCIAL

En entrevue, la vidéaste Katerine Martineau, réalisatrice du court métrage « Manifestations étudiantes », un reportage explorant les perspectives féministes d'une hausse des frais de scolarité et la place du féminisme dans le mouvement étudiant.

On ne le répètera jamais assez : l'éducation est un outil précieux, tant pour les hommes que pour les femmes. Plus on a accès au savoir, plus on est à même de percevoir les structures/institutions opprimant les citoyens et les citoyennes, de critiquer les idéologies dominantes, d'analyser les rapports de pouvoirs et ultimement, de défendre nos droits. En ce sens, limiter l'accès au savoir est une forme de contrôle social. Et de tout temps, partout sur la planète, c'est une stratégie qui a été utilisée pour renforcer la domination masculine. « Dans la lutte féministe, l'éducation a joué un rôle primordial. Non seulement elle a permis aux femmes de sortir de chez elles, mais elle les a aidées à développer des outils, des lunettes leur permettant de reconnaître les inégalités, puis de les critiquer. C'est grâce à l'éducation que le mouvement féministe a pris toute son ampleur. Voilà la racine du lien entre

féminisme et éducation. À partir de là, chaque fois que l'éducation va être en péril, il y a des féministes qui vont protester. »

Par son documentaire, Katerine Martineau souhaite mettre en lumière le lien entre féminisme et lutte pour la gratuité scolaire. Elle dénonce le fait qu'une hausse des frais de scolarité pénalise les femmes à plusieurs niveaux. Par exemple, elles sont plus nombreuses que les hommes à vivre dans la pauvreté, notamment en raison de l'iniquité salariale et des plafonds de verre : « quand elles terminent leurs études, les femmes trouvent des emplois pas mal moins payants que ceux qu'occupent les hommes. Conséquence : elles ont plus de difficulté à rembourser leurs dettes. » Par ailleurs, il y a beaucoup plus de mères monoparentales que de pères monoparentaux et les tâches familiales incombent encore majoritairement aux femmes, les contraignant souvent à opter pour des emplois à temps partiel, plus précaires que ceux de leur conjoint. Ceci explique en partie pourquoi « il y a plein de femmes qui risquent de ne pas avoir les moyens de poursuivre leurs études ou de ne pas faire le choix de retourner sur les

bancs d'école ».

Parallèlement, le reportage brosse un portrait du sexisme existant au cœur même du mouvement étudiant. Il y a cette étudiante qui révèle qu'à ses premiers pas dans le militantisme, elle ne se considérait pas féministe. Puis, à la longue, elle a découvert des inégalités telles que la division sexuelle des tâches ou encore les rapports de pouvoir découlant des prises de parole majoritairement masculines. « En fait, elle prend conscience qu'elle est devenue féministe à force de militer dans le mouvement étudiant, à cause de ce milieu qu'on dit progressiste. D'accord, il y a une volonté d'adopter une vision féministe dans le mouvement étudiant, mais il reste encore plein de réflexes machos. C'est pour ça qu'on a besoin de créer des espaces féministes et non-mixtes où les étudiantes peuvent s'exprimer librement. » Katerine souhaite encourager, chez les militants étudiants et les militantes étudiantes, une réflexion critique quant à la place qu'ils et elles font au féminisme et aux femmes. À ses yeux, au sein du mouvement

suite : voir REPORTAGE en page 4

Table des matières

Manifestation nationale du 31 mars : le gouvernement doit reculer	p. 1
Quelle place pour le féminisme dans le mouvement étudiant?	p. 1
Le coup de semonce	p. 2
Conciliation travail-études-famille : le grand projet de l'APETUL	p. 2
Quel budget pour le Québec?	p. 3
Le 8 mars, un jour comme les autres?	p. 4
Les dangers de l'antiféminisme	p. 5
Une tournée des cégeps pour parler de sexualité dans le milieu étudiant	p. 5
La marche mondiale des femmes, quelle place pour les étudiantes?	p. 6
Hausse des frais de scolarité : quel impact sur votre projet d'études?	p. 7
Le comité de mobilisation féministe de Montréal	p. 7
L'inéquité salariale	p. 7
Féministes: action!	p. 7
Crise économique et résistance populaire internationale	p. 8

ÉDITORIAL Le coup de semonce

GABRIEL NADEAU-DUBOIS, POUR LE CONSEIL EXÉCUTIF DE L'ASSÉ

Après le coup d'éclat du 6 décembre dernier, la tension se maintient entre le gouvernement Charest et la population québécoise. Alors que le gouvernement libéral s'enfoncé de plus en plus dans les scandales de corruption et les décisions impopulaires, le mécontentement populaire gronde. À l'aube de son prochain budget, l'ASSÉ, tout comme l'ensemble du mouvement syndical, étudiant et communautaire, fourbit ses armes pour faire pression et réclamer un recul du gouvernement sur ses mesures régressives du dernier budget, notamment la hausse des frais de scolarité. Ce printemps, la population québécoise donne rendez-vous à Charest dans la rue.

Pour l'ASSÉ, cela commencera dès le début du mois de mars, avec une action de visibilité majeure, qui donnera le coup d'envoi d'une série d'actions d'éclat. Tout au long du mois de mars, l'opposition à la hausse des frais résonnera partout à travers le Québec. L'occasion de démontrer au gouvernement Charest notre détermination à bloquer sa hausse de frais de scolarité. Sur les campus de l'ASSÉ, partout au Québec, cette détermination fera sans cesse irruption durant le mois de mars.

Au milieu de ce mois d'actions, un événement d'ampleur : la grande manifestation du 12 mars, organisée conjointement par l'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Ce jour-là, des milliers de personnes défileront dans les rues de Montréal. Travailleurs et travailleuses, étudiants et étudiantes, sans-emplois, mal-logé-e-s, femmes, tous et toutes avec un même message : un refus retentissant des politiques néolibérales du gouvernement Charest, une prise de position ferme en faveur de l'accessibilité et la qualité des services publics québécois. Une occasion de plus de rappeler au gouvernement libéral l'opposition de la population québécoise à son dernier budget et de lui lancer un nouvel avertissement : la grogne populaire ne s'essouffle pas, bien au contraire.

Tout cela convergera vers le même point : le 31 mars prochain, comme un dernier coup de semonce, la manifestation nationale de l'ASSÉ contre la hausse des frais de scolarité. Le moment de lancer un ultime avertissement au gouvernement libéral : s'il ne fait pas marche arrière sur sa hausse de frais de scolarité,

il déclenchera un mouvement sans précédent. Car si, malgré la pression, si, malgré son impopularité record, le gouvernement ne renonce pas à augmenter nos frais de scolarité, la question se posera simplement : jusqu'où sommes-nous prêts à aller?

Voilà une des questions qui sera soulevée les 7 et 8 mai prochain. Sur l'appel de l'ASSÉ, les associations étudiantes québécoises collégiales et universitaires, quelle que soit leur taille ou leur affiliation nationale, se rassembleront à Québec afin de discuter des actions à entreprendre. Un événement unique, qui fera fi des divisions corporatistes pour établir des solidarités et des alliances concrètes, en vue de l'année prochaine, qui s'annonce haute en couleur. Aucune association nationale étudiante ne pourra venir à bout de la hausse des frais isolément. En fait, le choix est simple : la solidarité ou la défaite. À l'aube de la bataille finale, le choix n'est pas difficile à faire.

Dès la rentrée d'automne, les étudiants et les étudiantes prendra le chemin de la contestation. Et, nous l'espérons, nous ne serons pas seuls. Soyons lucides, nous aussi : le gouvernement ne reculera pas avec des poignées de main, ni avec quelques manifestations, ni même quelques journées de grève. Le gouvernement n'a jamais reculé par d'autres moyens que ceux de la mobilisation large et de longue durée. Disons le clairement: il n'a jamais reculé par d'autres moyens que la grève générale illimitée. Voilà ce qui sera soumis à la discussion les 7 et 8 mai prochains. Voilà ce dont on parlera sur tout les campus du Québec d'ici là. Voilà ce qui sera brandi au visage de Jean Charest s'il refuse de reculer.

Conciliation travail-études-famille Le grand projet de l'APETUL

ANNIE-PIERRE BÉLANGER, RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES DE L'APETUL ET MAMAN DE TROIS ENFANTS

L'APETUL (Association des parents étudiant ou travaillant à l'Université Laval) cherche à créer un réseau d'entraide pour contrer l'isolement des parents étudiants, dirige ses membres vers des ressources spécifiques et tente d'augmenter leur visibilité afin d'améliorer leurs conditions de vie. En ce sens, nous travaillons à la reconnaissance du statut temps plein pour les parents étudiant à temps partiel, selon les critères de l'Aide financière aux études.

Les parents choisissent parfois d'étudier à temps partiel pour mieux respecter leurs obligations familiales. Ils se voient alors privés de tous les avantages réservés au statut d'étudiant à temps plein, notamment les réductions sur le transport en commun. De plus, ils ne peuvent pas profiter

des bourses, concours et emplois subventionnés par les gouvernements, lesquels exigent le statut temps plein avant et après l'emploi, ce qui discrimine aussi les étudiantes ayant pris une pause après l'accouchement. Pour que cessent ces discriminations, nous revendiquons le statut temps plein pour tous les parents étudiant à temps partiel à l'Université Laval. Présentement, nous réalisons une campagne d'appui visant à rallier toutes les instances de l'Université, en vue de s'adresser ensuite à l'administration. En attendant, nombreuses sont les mères ayant à peine accouché qui retournent aux études à temps plein, préférant un cheminement régulier à tous les problèmes inhérents au temps partiel. Vivement une politique familiale qui respectera le désir de bâtir une famille ET une carrière, sans les vieux compromis!

Cet Ultimatum fut produit par le Comité Journal et le Comité Femmes de l'ASSÉ ainsi que leurs collaboratrices et collaborateurs.

Rédaction : Paul-Émile Auger, Annie-Pierre Bélanger, Gabrielle Desrosiers, Philippe Éthier, Jaouad Laaroussi, Vanessa L'Écuyer, Gabriel Nadeau-Dubois, Karine Novelle, Plan Q, Eva-loan Ponton-Pham, Katherine Ruault, Alain Savard, Audrey Simard, Camille Tremblay-Fournier.

Révision : Ariane Aubin-Cloutier, François Bélanger, Alex Desrochers, Gabrielle Desrosiers, Laurence Jutras, Vanessa L'Écuyer, Justine Rouse-Lamarre, Martin Robert, Audrey Simard, Marie-Ève Tremblay-Cléroux, Camille Tremblay-Fournier.

Mise en page : Ariane Aubin-Cloutier, Alex Desrochers et Arnaud Theurillat-Cloutier

Tirage : 10 000 exemplaires

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec :
ISSN : 61999, No. 619994.

Vous souhaitez contribuer aux parutions du journal Ultimatum? Joignez-vous à l'équipe:

journalultimatum@gmail.com



Désolé-e, une erreur s'est produite dans le système.
Pour corriger la situation, visitez le:
asse-solidarite.qc.ca

Militez!

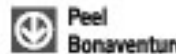


Le 12 mars,
j'y serai!

MANIFESTATION NATIONALE

RASSEMBLEMENT À 12 H

PLACE DU CANADA À MONTRÉAL



Quel budget pour le Québec?

PAUL-ÉMILIE AUGER, ÉTUDIANT EN SCIENCES POLITIQUES

Une des étapes importantes du processus budgétaire est le discours. Présenté par le Ministre des finances, le budget aura été élaboré avec le Conseil du trésor et le Conseil des ministres. C'est sous le slogan «tournés vers l'avenir» que les consultations pré-budgétaires ont été menées. Ce même slogan se retrouve sur les documents en ligne sur le site du Ministère. À quoi peut-on s'attendre?

Le budget annuel est la synthèse d'un processus bureaucratique et politique qui présente les prévisions et les dépenses du gouvernement. Ce qui nous intéresse ici, pour le mouvement étudiant, c'est bien les tendances et les changements que pourrait amener le prochain budget. C'est traditionnellement dans la période pré-budgétaire que les groupes de pression, les syndicats et les partis politiques émettent des critiques face au gouvernement pour ses politiques et ses orientations. Depuis le début de son mandat, le gouvernement a présenté des budgets amenant une orientation nouvelle. Rappelons-nous que le Parti libéral est au pouvoir depuis 2003. Depuis on arrivée au pouvoir, le gouvernement mène une politique de resserrement et de réorientations des dépenses. Depuis les années 80, les gouvernements ont restreints leurs dépenses dans le but de n'avoir aucun déficit. Nombre de ces gouvernements ont aussi coupé à l'État des revenus, entre autres en favorisant des baisses d'impôts. D'abord sous le signe de la vertu, visant à contrer les péquistes auparavant au pouvoir, le projet des libéraux dessine toutefois peu à peu. Notamment, on remarque qu'en 2008 est sorti le rapport Montmarquette, rapport d'économistes bien en vue au Québec. Les recommandations du rapport et des fascicules subséquents sur l'économie du Québec insistent sur la notion d'équilibre budgétaire. Bien que le gouvernement ait d'abord rejeté les prémisses du rapport au moment de sa parution, le ministre des Finances M. Raymond Bachand en a adopté les principes lors du dernier budget. Ce retour en faveur signifie une vision de l'économie et de la société bien particulière. Entre autres, l'obsession de l'équilibre budgétaire, dans un contexte où les dépenses tendent à croître, et où les revenus stagnent, signifient des coupures et une «réingénierie» de l'État.

Les libéraux ont à plusieurs reprises coupé l'État de revenus importants. Par exemple, l'abolition de la taxe sur le capital, les diminutions d'impôts et de taxes ont privé par le passé la capacité de l'État de sommes importantes. Ces manques à gagner créent un vide qui doit être comblé. Dans la logique des priorités économiques et de l'équilibre budgétaire, le gouvernement a adopté le principe d'utilisateur-payeur comme sa maxime favorite.

Déjà, l'an passé, on nous annonçait une variété de hausses dans les services publics ainsi qu'une franchise-santé. Ce principe stipule que, pour des soucis d'efficacité et d'épargne, il vaut mieux tarifier le maximum du prix possible. C'est entre autres pour cela que la hausse des frais de scolarité a été annoncée l'an dernier. On s'attend à ce que les mesures de la hausse, les montants et les différentes modalités soient détaillées dans le budget 2011. Ces révélations scelleront probablement le sort de l'éducation pour les années à venir. C'est pourquoi le mouvement étudiant s'arque-boute afin de modifier une trajectoire qui s'annonce dangereuse.

Le gouvernement prévoit augmenter ses revenus à l'aide d'une augmentation sur la taxe de vente provinciale sur les produits de consommation courante. Entre autres, cette taxe palliera aux diminutions et coupes dans les impôts aux particuliers et de l'abolition de la taxe sur le capital. Les réductions des dépenses et les rationalisations devraient rapporter près de 5.2 milliard d'économies. Ce que l'on craint vraiment, c'est la poursuite de la diminution des services et l'application mur-à-mur du principe utilisateur-payeur dans l'appareil d'État. Les services du gouvernement diminueront, ainsi que les outils de régulation sociale qui lui sont propres, laissant place à une logique différente. Donc, augmentations dans les secteurs sociaux, gestion de la question de la pauvreté, gestion des politiques énergétiques, règlements technocratiques de l'appareil d'État pour maximiser son efficience et environnement fiscal de plus en plus attrayant pour les firmes et corporations. Tout cela dans un contexte où Jean Charest est au plus bas de sa popularité et où les erreurs des libéraux s'accumulent.

Il est permis de douter que les consultations pré-budgétaires aient un effet sur le budget présenté

Suite d'article : Manifestation nationale du 31 mars : le gouvernement doit reculer!

même élite s'organise afin de sabrer ce qui reste des services publics. Et le Québec n'est pas épargné : de plus en plus de voix de la droite économique et politique expriment leur volonté de privatiser et de tarifier ce qui ne l'est pas encore. De Raymond Bachand au « lucide » Lucien Bouchard, de l'ADQ au Journal de Montréal, du gouvernement Charest au fondateur du Réseau Liberté Québec Éric Duhaime, la droite économique nous sert toujours le même discours : le Québec n'a plus d'argent et l'on doit se serrer la ceinture. Mais l'argent existe au Québec, les profits faramineux des banques en témoignent. Il n'en tient qu'à nous d'avoir la volonté politique de le prendre où il est. Alors que partout dans le monde la résistance s'organise, au Québec, il n'en tient qu'à nous de faire barrage au projet néolibéral de la classe politique.

N'oublions pas que ce gouvernement a déjà reculé dans le passé. La lutte contre la privatisation du Mont-Orford, contre le projet du Suroît ou encore lors de la grève étudiante de 2005 n'en sont que quelques exemples. Ces batailles, menées avec acharnement par la société civile, nous démontrent que ce gouvernement représente ses propres intérêts et non ceux du Québec et que seul un mouvement de résistance populaire a la capacité de le faire reculer.

Manifestons ensemble le 31 mars!

1- COMMUNIQUÉ, site du Ministère de l'éducation, des loisirs et des sports, <http://www.mels.gouv.qc.ca/ministere/info/index.asp?page=communiques&cid=983>

LES ESCLAVES
DES ESCLAVES
SE LEVENT!

Mardi, le 8 mars 2011
Place Cabot, Atwater
Ralliement: 18h00

MANIF

DE
MO
Tuesday,
March 8, 2011
Meet: 6pm
Cabot Square,
Atwater

THE
SLAVES
OF THE
SLAVES
RISE UP!

Apportez vos bannières!
Bring your banners!



CENTRE DES FEMMES
DE L'UQAM

JOURNÉE
INTERNATIONALE
DES FEMMES
INTERNATIONAL
WOMEN'S DAY

Le 8 mars, un jour comme les autres?

EVA-LOAN PONTON-PHAM, ÉTUDIANTE EN HISTOIRE DE L'ART

C'est en 1990 que les Guerrilla Girls ont placardé les murs des campus universitaires américains avec ces affiches en réaction à la soudaine visibilité artistique que se voient conférer certaines personnes de couleur ainsi que certaines femmes pendant les mois de février et mars, alors que le reste de l'année, leur faible présence est plus qu'évidente. Elles dénoncent le fait que d'assigner des mois commémoratifs à des enjeux sociaux n'est encore une fois qu'un geste vide, un faux-semblant d'égalité. En anglais, le terme « tokenism » est plus approprié pour illustrer ce phénomène. Cela consiste à poser un geste pour la forme, d'une manière symbolique, afin de démontrer l'apparence d'une égalité de genres ou de races dans la société. On évacue alors le fond de la question qui consiste à revendiquer et à transformer tout au long de l'année les diktats idéologiques, politiques et économiques.

Tristement, 21 ans plus tard, ce constat est encore d'actualité et s'étend, aujourd'hui comme hier, hors de la sphère artistique.

Certain-e-s diront le contraire. Effectivement, les gains obtenus grâce aux luttes précédentes des féministes de la 1^{ière} et de la 2^{ième} vague sont majeurs. En Amérique du Nord, aussi bien qu'en Europe, porter le pantalon n'est manifestement plus un geste radical, tout comme le droit à la contraception et à l'avortement semblent acquis. Alors que la majorité d'entre nous reconnaît l'importance de ces gains, s'identifier comme féministe, parler d'oppression ou de domination apparaît aujourd'hui désuet à certain-e-s. Mais n'est-ce pas là, en fait, le symptôme chronique d'une démobilisation générale, qui discrédite la nécessité de mener à terme cette lutte?

Les exemples de ces oppressions sont multiples, je vous en épargnerai la liste statistique exhaustive. Les acquis matériels, sociaux et juridiques qui auraient dû favoriser la lutte se sont avérés être de puissants somnifères d'apolitisation. L'influent leitmotiv le privé est politique a permis de mettre en lumière les rapports de force existants entre les individus d'appartenance diverses en tenant compte de leur étendue historique et socio-culturelle -couple, famille, travail, école, etc. Ce leitmotiv semble toutefois s'être usé avec le temps, utilisé à toutes les sauces, récupéré par toutes les tendances, et de ce fait négligeant le potentiel à radicaliser la critique des structures dans lesquelles nous nous inscrivons. La place laissée vacante par le manque de critiques et d'actions a été comblée par l'idée que l'individu, seul, par et pour lui-même, peut améliorer sa propre condition. Par ce stratagème subtil, le potentiel de changement social est ainsi évacué, tout comme le fait de promouvoir les luttes féministes un seul mois met en exergue les possibilités d'un féminisme ancré et vécu. La pensée individualiste est nécessaire au bon fonctionnement de ces systèmes de domination qui s'entrecoupent et la difficulté de les nommer nuit grandement à l'émancipation que nous recherchons. L'idée que le succès professionnel et social s'acquiert grâce à

LE QUIZ POP DES GUERRILLA GIRLS.

Q. SI FÉVRIER EST LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS ET QUE MARS EST LE MOIS DE L'HISTOIRE DES FEMMES, QUE SE PASSE-T-IL LE RESTE DE L'ANNÉE?

R. DE LA DISCRIMINATION.

des capacités ou aptitudes personnelles jumelée au concept bien large de la liberté de choix (si tu veux, t'es capable) est si répandu dans l'imaginaire populaire, que l'on oublie qu'elle est en soit réductrice et ne tient pas compte des multiples réalités vécues.

Rappelons-nous que nous nous sommes imposées dans le cadre d'une société où nous voulions que tous les diktats changent, or ceux-ci sont majoritairement restés les mêmes. Le faux-semblant d'égalité dans lequel nous vivons laisse assez de marge de manoeuvre aux individus pour en oublier la précarité. De la poudre aux yeux, l'on tend à croire que le problème est résolu, que le féminisme actif n'a plus sa raison d'être. En aucun cas, je ne remets en question ces acquis. Cependant, il est primordial de considérer toutes les oppressions corollaires qu'on a tendance à justifier sous le coup de l'individualité, comme si elles n'étaient pas elles-mêmes le produit de la société. En effet, les acquis matériels et juridiques n'ont pas assuré la transformation idéologique à laquelle ils auraient dû mener. La tenue d'un mois consacré aux enjeux féminins axés sur l'anti-oppression n'est pas problématique en soi. Or, il y aurait beaucoup à gagner à maintenir cette acuité tout au long de l'année et que mars ne soit pas le seul moment où le travail des féministes est visible et valorisé.

suite d'article : QUEL PLACE POUR LE FEMINISME DANS LE MOUVEMENT ETUDIANT?

étudiant, les luttes féministes demeurent pertinentes, car il reste énormément de travail à faire pour que les étudiantes soient pleinement reconnues. « Le féminisme n'est pas encore véritablement pris au sérieux par les étudiants et les étudiantes. C'est une lutte qu'on considère, mais on a beaucoup de difficulté à saisir son omniprésence. On intègre les tours de parole et la féminisation des propos, mais au-delà de ça, il faut arrêter de mettre de côté les initiatives et les problématiques spécifiques aux femmes, sous prétexte qu'il y a des enjeux plus urgents à défendre. » Au-delà du milieu étudiant, elle croit que son reportage doit être vu par tous les mouvements qui disent lutter contre les inégalités. « Plusieurs mouvements de gauche luttent présentement contre les inégalités que causera le gouvernement avec les mesures prévues à son budget. Mais je pense qu'il est temps de prendre conscience qu'il y a des inégalités à l'intérieur même des mouvements qui luttent contre les inégalités. »

Par ailleurs, Katerine constate qu'il y a très peu de place pour la vision féministe en cinéma. « D'autres sujets comme l'environnement ou l'anticapitalisme sont abordés par plusieurs personnes, hommes et femmes confondu-e-s. La vision féministe, non seulement elle peu abordée par les hommes, mais elle n'est pas traitée par la plupart des femmes. » Bref, le nombre de vidéastes femmes est réduit et

le nombre de femmes vidéastes qui font des films féministes l'est encore plus. Comment l'expliquer? « Au cégep, j'ai étudié en cinéma. Mes profs étaient tous des hommes. Pendant deux ans, les œuvres de cinéastes qu'ils nous présentaient étaient celles des hommes et les théories étudiées étaient produites par des hommes. » Alors, comment donner une place véritable au regard et à la parole des femmes, si on ne le fait pas d'abord à l'école?

Pour Katherine, la caméra est une lunette féministe. C'est un outil pour « appuyer les luttes que je veux défendre. C'est ma manière d'être une militante féministe, de donner une voix, une tribune au féminisme, de l'amener sur la place publique. Tout peut être traité avec une perspective féministe : le patriarcat est présent partout, le féminisme

On peut visionner « Manifestations étudiantes » sur le site de Vidéo distorsion au <http://videodistorsion.wordpress.com/>

doit être présent partout. Beaucoup de gens l'ignorent, pensant que le féminisme se limite aux enjeux concernant spécifiquement les femmes (droit à l'avortement, équité salariale, etc.). En fait, aussitôt qu'il y a un enjeu social, il y a matière à analyse féministe. »



FÉMINISME



Les dangers de l'antiféminisme

KATHERINE RUAUT, ÉTUDIANTE EN TRAVAIL SOCIAL

En octobre dernier a eu lieu la troisième édition de la Marche mondiale des femmes (MMF) qui célébrait ses dix ans d'existence. Durant une semaine, plusieurs actions et marches se sont tenues à travers le monde. Au Québec, la MMF se clôtura par un rassemblement national de plus de 10 000 personnes à Rimouski. Cet événement revendiquait la liberté et l'égalité des femmes, et ce, sous quatre thèmes : le travail, le bien commun, la violence ainsi que la paix et la démilitarisation. Les revendications allaient de l'augmentation du salaire minimum au maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits et accessibles en passant par une législation sur les publicités sexistes.

Cependant, la MMF a aussi servi de prétexte à un étalage de discours antiféministes dans les médias. Alors que le féminisme est un mouvement politique ayant plusieurs formes qui prône l'égalité entre les femmes et les hommes, on peut considérer l'antiféminisme comme « l'opposition aux mouvements féministes [...] plus généralement de l'hostilité à l'émancipation des femmes »¹. Dans le cas de la MMF, des groupes féministes démontraient que l'égalité n'est pas atteinte et demandaient au gouvernement de prendre acte pour corriger la situation, tandis que parallèlement, plusieurs articles antiféministes ont remis en question l'événement, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et leurs revendications, considérant l'égalité des

sexes comme acquise.

Parmi les idées antiféministes avancées, Nathalie Elgably-Lévy soutient que les politiques sociales sont nuisibles pour les femmes et leur émancipation, puisqu'elles les rendent dépendantes de l'État. De leurs côtés, Richard Martineau et Éric Duhaime tentent de discriminer la FFQ et plaident pour l'arrêt du financement public de cet organisme en dénonçant le pouvoir « excessif » des femmes et singulièrement des féministes. Toutefois, les deux auteurs omettent de parler des inégalités concrètes entre les sexes telles que le fait qu'aucune femme n'ait été Premier ministre et qu'elles représentent moins de 10% des membres des comités exécutifs et des conseils d'administration.

Ces articles ont un impact négatif important sur le mouvement féministe. D'abord, ils accaparent une partie significative des retombées médiatiques. Est-ce que la population se souvient de la MMF comme étant un grand rassemblement pour contrer la pauvreté et la violence faite aux femmes ou de la polémique entourant leur capsule vidéo sur la guerre en Afghanistan? Francine Descarries, professeure de sociologie, mentionne qu'aujourd'hui, l'un des défis des organisations féministes est « la présence d'un discours antiféministe accusateur qui nie ou banalise les inégalités et alimente une animosité à l'égard des revendications des femmes »². Les discours antiféministes transportent des idées qui évacuent ou même discréditent les messages féministes qui sont déjà peu présents dans les médias. Cela a un double impact, qui est d'abord d'arrêter la lutte pour l'égalité entre les sexes et de construire une vision faussée des revendications féministes au sein de la population. Les féministes doivent donc d'abord lutter contre les préjugés avant de pouvoir lutter pour l'égalité entre les sexes.

De plus, la répétition d'un

message reproduisant des rapports de sexe inégaux, qu'il soit véridique ou non, entraîne son intégration dans l'imaginaire collectif. Les affirmations antiféministes peuvent donc apparaître comme étant la réalité et entraîner une dévalorisation des femmes. L'antiféminisme se fait peu à peu une place dans l'opinion publique devenant ainsi le vecteur de nombreux préjugés à l'égard des femmes et particulièrement des féministes. Ces discours peuvent entraîner un effet de culpabilisation chez les femmes qui se retrouvent prises entre des inégalités basées sur leur sexe d'un côté, et de l'autre, l'idée largement répandue que l'égalité est atteinte. Elles seront ainsi moins portées à lutter pour leurs droits et à s'identifier à un mouvement largement critiqué et stéréotypé. À répétition, les discours antiféministes ont donc pour effet de renforcer les inégalités entre les sexes.

Plus spécifiquement, ces discours ont comme conséquences de banaliser les revendications en s'attaquant à l'organisme qui les met de l'avant. Le lecteur et la lectrice des textes antiféministes enregistre que la FFQ est dépassée et que ses revendications ne correspondent pas à la réalité, alors que réellement les femmes gagnent en moyenne 30 % de moins que les hommes, qu'elles sont toujours minoritaires au Parlement et qu'au moins 1 femme sur 3 subit une agression sexuelle dans sa vie. Les femmes n'ont toujours pas atteint l'égalité, contrairement à ce que certain-e-s laisseraient entendre. Les luttes féministes ont donc toujours leur raison d'être aujourd'hui. Face à l'antiféminisme, il est plus important que jamais pour les femmes de rétablir les faits et de prendre leur place.

1- BARD, Christine (dir.). Un siècle d'antiféminisme, Paris, Fayard, 1999, p.22.

2- DESCARRIES, Francine, « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux », Cités, no.23, Paris, CNRS, 2005, p.153.

Le comité de mobilisation féministe de Montréal

Issu d'une initiative du comité femmes de l'ASSÉ, le comité de mobilisation est une entité autonome prise en charge par ses membres, un espace ouvert aux féministes de tout horizon et axé sur l'action. Mis sur pied pour dynamiser les féminismes au sein du mouvement étudiant, il souhaite favoriser le réseautage, le partage de connaissances et de matériel de mobilisation en vue d'organiser des actions autour d'enjeux féministes régionaux.

Sous-comités ouverts à toutes :

- Réalités genrées dans les programmes d'étude
- Création de visuel
- Réflexion/formation/discussion
- Réseautage

Toute initiative pour ouvrir d'autres sous-comités est la bienvenue!



Pour plus d'information : besoindelunettes@gmail.com ou femmes@asse-solidarite.qc.ca

Une tournée des cégeps pour parler de sexualité en milieu étudiant

PLAN Q

La sexualité est utilisée à toutes les sauces : pour vendre des voitures, du déodorant, de la crème glacée ou des programmes politiques. Malgré l'importance du phénomène, il y a peu d'espace pour discuter de ses implications. On l'aborde généralement sous un angle technique (contraception, ITSS) plutôt que sur le sens qu'on lui donne. Y aurait-il là trop de morale et pas assez de communication? C'est problématique puisque la sexualité n'est pas exempte de rapports de pouvoir et de contrôle social.

Que signifie la sexualité dans nos vies? Quels sont nos désirs et comment mieux les exprimer? Comment les pressions extérieures

nous influencent-elles et comment leur résister? Peut-on parler de sexualité en d'autres termes que ceux de la norme et du risque, afin d'actualiser ses aspects positifs? Tout cela mérite discussion. C'est pourquoi nous proposons le Plan Q, un espace réflexif sur la sexualité et le genre selon une approche féministe et queer. Il s'agit d'une série d'ateliers pour les cégeps, accompagnée de matériel excitant (zine et DVD) afin de susciter la discussion au niveau local.

Le 19 mars, dans le cadre de la Radical Queer Semaine, se tiendra un forum ouvert sur les questions de genre et de sexualité dans le milieu étudiant. Hébergement et nourriture fournis sur demande.

FORUM OUVERT SUR LES QUESTIONS DE GENRE ET DE SEXUALITÉ DANS LE MILIEU ÉTUDIANT

Le samedi 19 mars de 13h00 à 19h00

Mise au Jeu, 90 de la Gauchetière Est, à Montréal.

SUIVI D'UN PARTY MONSTRE!

Pour information, inscription ou pour nous inviter à votre cégep : queerincegep@gmail.com



La Marche Mondiale des Femmes : quelle place pour les étudiantes?

CAMILLE TREMBLAY-FOURNIER, POUR LE COMITÉ FEMMES DE L'ASSÉ

La Marche Mondiale des Femmes (MMF) fête cette année son dixième anniversaire. Elle tire son origine de l'exemple donné en 1995 par la Marche des femmes contre la pauvreté, Du pain et des roses, au Québec. Suite à ce succès, la Fédération des Femmes du Québec (FFQ) convoquait une réunion de diverses organisations pour concrétiser le projet d'une marche mondiale contre la pauvreté et la violence faite aux femmes, ce qui donna lieu à la MMF de 2000. Cette année elle concentre ses revendications sur le plan de l'autonomie économique, du bien commun et de l'accès aux ressources, de la violence, de la paix et de la démilitarisation ainsi que des conditions des femmes autochtones. Elle constitue un réseau international de solidarité entre les groupes de femmes, dont fait partie la Coordination québécoise de la Marche Mondiale des Femmes (CQMMF). Celle-ci regroupe des groupes de femmes de diverses organisations, dont le comité femmes de l'ASSÉ.

Au départ, la participation de l'ASSÉ à l'organisation du volet québécois de la Marche semblait aller de soi. L'interrelation des luttes féministes à l'échelle internationale et nationale était perçue comme un projet intéressant pour l'émergence de rapports de force entre les groupes de femmes et l'État. Cependant, assez rapidement et à plusieurs occasions, des militantes étudiantes se sont montrées sceptiques quant aux impacts réels de cette implication.

Parmi les problématiques soulevées, on constate d'abord une professionnalisation du mouvement et l'absence de base militante non-salariée. Au cours des dernières années, une majorité d'organisations issues du mouvement féministe québécois ont vu leur financement réduit de manière drastique. Pour obtenir des fonds, elles doivent de plus en plus adopter une approche par projet qui les contraint à prouver systématiquement leurs compétences. Cette tendance accentue leur professionnalisation et leur bureaucratisation, faisant apparaître une élite «d'expertes du genre» au détriment d'une militance politique volontaire. L'organisation d'une base militante solide en subit inévitablement les conséquences. D'ailleurs, l'absence

de ce bassin de militantes a rendu la tâche plus ardue à la Coalition montréalaise de la MMF le temps venu de trouver des ressources pour ses activités (nourriture, hébergement, assistance, etc.), gonflant ainsi démesurément les besoins financiers. Une restructuration du budget a donc dû être effectuée au détriment de l'accessibilité pour toutes aux activités de la Marche (service de garderie, accès aux fauteuils roulants, interprètes, etc.). La recherche de subventions auprès d'entreprises privées a même été envisagée, mais la vente de kilomètres de solidarité fût finalement privilégiée. Une dénonciation de l'absence de financement public a toutefois été écartée par la coalition, cette dernière ne voulant pas être trop conflictuelle avec les élu-es.

L'absence d'une base militante a également entraîné la CQMMF à concentrer sa campagne sur son autopromotion. Les outils d'éducation populaire produits, tels que le Nouveau guide d'animation pour sensibiliser les jeunes à la Marche mondiale des femmes et le Jeu questionnaire sur la Marche Mondiale des Femmes en sont de bons exemples. Leur objectif premier est «de permettre à toutes et tous de s'approprier la Marche mondiale des femmes et de faire un survol des champs d'action et des revendications québécoises»¹. Cette approche auto-centrée se reflète également dans le caractère technocratique de ses revendications, qui limite le potentiel subversif du mouvement. En résultent des demandes issues de compromis internationaux et de consensus nationaux, tels qu'une légifération étatique en matière de pratique publicitaire et une hausse du salaire minimum à 10,69\$/heure. Les fondements économiques de l'exploitation du travail salarié et non salarié des femmes sont quant à eux occultés, sauf lorsqu'ils sont rattachés au phénomène de marchandisation des corps.

Enfin, bien que la CQMMF encourage « tous les groupes à sortir des sentiers battus »² dans l'organisation d'actions, plusieurs balises³ contraignent les actions de perturbation plus radicales. Ainsi, les groupes locaux doivent s'engager à respecter un objectif clair et un choix de cible en lien avec les revendications de la MMF, à respecter

le principe de non-violence (pas de bris permanent de la propriété publique ou privée), à assumer eux-mêmes les risques juridiques et à informer deux personnes de la FFQ des détails de l'action. Les organisations membres ne sont tenues d'être solidaires qu'envers les actions qui respectent ces balises. Comme l'énonce la CQMMF, « l'objectif n'est pas en soi de déranger, mais de permettre au mouvement féministe de signifier son désaccord profond avec les orientations politiques actuelles et de gagner nos revendications ».⁴ Les actions de perturbation économique et politique sont donc dans les faits peu envisagées, au profit d'actions symboliques ou de désobéissance civile à risque minimum.⁵

Même si la MMF a su s'imposer comme une composante incontournable du mouvement altermondialiste, nous mettons fortement en doute la possibilité d'obtenir des gains sans perturbation et surtout sans mobilisation d'envergure d'une base. Nous croyons qu'il est préférable de prioriser l'usage des ressources militantes féministes à l'organisation de comités femmes locaux autonomes, en axant la mobilisation sur les impacts de la tarification et la privatisation des services publics sur les conditions de vie des femmes. L'élargissement et la consolidation d'une base militante sont vitaux pour les mouvements étudiants et féministes. C'est en opposant le gouvernement aux forces du plus grand nombre que nous parviendrons à nos fins!

1. Site web FFQ: <http://www.ffq.qc.ca/2010/03/mmf2010-outils-education-populaire/>
2. Site web FFQ: <http://www.ffq.qc.ca/luttes/marche-mondiale-des-femmes/>
3. À noter que les logos et les bannières des organisations locales sont aussi régis par des contraintes afin d'assurer une meilleure visibilité à la MMF.
4. Proposition de position sur la diversification des moyens d'action, CQMMF, 2010.
5. Exemples d'actions réalisées par la CQMMF jusqu'à présent campagne de fax, impression sur des édifices avec de la gouache lavable, conférence de presse, freeze collectif dans un endroit public, partie ballon chasseur théâtrale, affichage de drapeaux aux couleurs de la MMF, etc.

La Coordination Québécoise de la Marche Mondiale des Femmes (CQMMF)

En 2009, la CQMMF menait le long processus de préparation de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) prévue pour 2010. Voici les revendications portées par les groupes qui la composaient:

- Lutte contre l'hypersexualisation et la marchandisation du corps des femmes, par une législation visant à contrer les publicités sexistes et le retour des cours d'éducation sexuelle au secondaire;
- Refus du démantèlement des services publics par la privatisation et la hausse de la tarification, notamment en santé et en éducation;
- Protection de l'eau;
- Protection du droit inaliénable des femmes de décider d'avoir ou non des enfants;
- Accès à un salaire minimum assurant un revenu équivalent au seuil de faible revenu (10,69\$/heure) et le droit à la dignité pour les personnes assistées sociales par l'abolition des catégories « aptes » et « inaptés » à l'emploi;
- Respect des droits des femmes autochtones par la signature de la Déclaration des droits des peuples autochtones;
- Fin du recrutement militaire dans les établissements scolaires par les forces armées et retrait immédiat des troupes d'Afghanistan.¹

Pour la Marche Mondiale des Femmes 2010, la CQMMF encourageait la tenue de 6 jours d'actions régionales conduisant à un grand rassemblement. Le nombre d'actions, ainsi que leur radicalité et leur forme, variaient selon les régions. Soulignons entre autre la tenue de plusieurs manifestations, notamment à Montréal, Sherbrooke et Québec. Quelques actions directes ont également eu lieu, telle l'occupation des bureaux montréalais de la ministre de la condition féminine, le 15 octobre. Lors de la clôture de la MMF à Rimouski le 17 octobre, près de 10 000 féministes étaient rassemblées. Pour les années à venir, jusqu'à la prochaine marche de 2015, la CQMMF entend poursuivre une campagne d'information sur ses revendications.

1- En 2010, ça va marcher!, [en ligne], <http://www.ffq.qc.ca/2010/03/en-2010-ca-va-marcher>



Hausse des frais de scolarité

Quel impact sur votre projet d'études?

ENTREVUE AVEC KARINE NOVELLE, ÉTUDIANTE EN TRAVAIL SOCIAL

Karine Novelle, maman étudiante, a répondu à nos questions concernant l'impact d'une hausse des frais de scolarité sur son projet d'études.

Karine : Étant à la fois maman et étudiante, je sais qu'une hausse des frais de scolarité posera un obstacle majeur à la poursuite de mes études. En fait, il me sera impossible de déboursier plus de 5000\$ par année tout en continuant à répondre à mes exigences familiales. Sans accès à des bourses pour m'aider à financer mes études, je serai contrainte de quitter les bancs d'école et tout mon projet de vie sera alors remis en question. Par ailleurs, il y a cette réalité révoltante à laquelle moi et ma conjointe sommes quotidiennement confrontées : les femmes gagnent moins que les hommes pour un même travail accompli. Cela a des impacts bien tangibles pour les femmes monoparentales et les familles homoparentales. Pas besoin de calculatrice pour établir qu'une augmentation des frais de scolarité n'est en rien proportionnelle aux conditions salariales des femmes, qui se verront contraintes non seulement d'interrompre leurs projets d'études, mais aussi de ne pas pouvoir soutenir celui de leurs enfants.

Comité Femmes : Que dire de l'accessibilité aux études des générations futures, comme ton propre fils?

K. N. L'éducation est un droit non négociable. Une société soucieuse de ses générations futures doit tout mettre en œuvre afin que l'accès aux études soit envisageable pour toutes et tous, et ce, sans égard aux moyens financiers. Les jeunes formeront la société de demain et il est primordial de leur assurer une éducation publique, gratuite et de qualité. Voilà la responsabilité collective d'une société directement concernée par sa relève. Actuellement, je me questionne beaucoup quant au genre de société que le gouvernement actuel cherche à bâtir. Les étudiants et les étudiantes sont de plus en plus sollicité-e-s afin d'être le ou la plus performant-e-s possible alors que parallèlement, leur endettement ne fait qu'augmenter. Au nom de quoi? Au profit des entreprises, qui sont les premières à bénéficier (et souvent à exploiter) notre savoir.

C. F. Que réponds-tu à ceux et celles qui croient que les étudiants et les étudiantes ont les moyens de payer plus pour leurs études et que ce sont des enfants gâté-e-s?

K. N. L'image de l'étudiant et l'étudiante gâté-e doit cesser de circuler et laisser place à la réalité : la grande majorité d'entre nous doit travailler pour

arriver à subvenir à ses besoins de base. De quel luxe parle-t-on ici? D'origine suisse, j'ai été très étonnée en arrivant ici de constater le nombre d'étudiants et d'étudiantes forcé-e-s de travailler tout en suivant des cours à temps plein. C'est un rythme de vie effréné qui compromet trop souvent la réussite. S'il fallait que les frais de scolarité augmentent encore, plusieurs seraient forcément contraints et contraintes d'arrêter leurs études.

C. F. En quoi la hausse prévue pour 2012 freinera l'accès des étudiants et des étudiantes aux études supérieures?

K. N. Je n'ai pas les moyens de m'endetter de 15 000\$ pour étudier, sans compter les dépenses reliées à la survie de ma famille. Quant à la maîtrise, je n'y penserais même pas... Une éducation véritablement accessible donne la chance à tous et toutes d'étudier, toutes classes sociales confondues. Je ne vois pas pourquoi un ou une jeune provenant d'une famille financièrement privilégiée pourrait étudier en vue de pratiquer la médecine, plus qu'un ou une jeune issu-e d'une famille plus vulnérable. La médecine serait alors un acte réservé à une partie de la société. Notre gouvernement veut-il lancer le message qu'il considère l'accès au savoir comme étant un privilège strictement réservé aux mieux nanti-e-s? La volonté et la capacité d'apprendre ne se mesurent pas en fonction de notre compte en banque.



L'iniquité salariale

LE COMITÉ FEMMES

Depuis la Révolution industrielle, moment marquant l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, celles-ci ont un accès limité aux ressources disponibles. Elles sont privées de la juste part qui leur revient à titre de travailleuses exerçant des fonctions égales ou équivalentes à celles de leurs homologues masculins, qui reçoivent des salaires plus élevés.

De plus, le système patriarcal dénonce le travail des femmes comme la cause de la désorganisation de la famille traditionnelle (père pourvoyeur, mère responsable des enfants et des tâches domestiques). Au-delà du cadre salarial, on parle aussi de ségrégation professionnelle (reproduite par une socialisation genrée), certains métiers étant historiquement considérés comme féminins, d'autres typiquement masculins: nous nous divisons le marché du travail selon notre appartenance sexuelle.

Élaboré aux États-Unis lors de la Deuxième Guerre mondiale, tandis que le travail des femmes devient nécessaire au roulement de l'économie, le principe à *travail équivalent, salaire égal* atteint le Québec dans les années 1970. Le principe n'est pas accepté d'emblée puisqu'il coûte plus cher à installer que l'ancien modèle discriminatoire. Mais les travailleuses s'organisent entre elles et leurs préoccupations trouvent écho auprès des groupes de femmes. La loi 35, qui cherche à faire ressortir les inégalités de salaire rattachées à l'appartenance sexuelle et non justifiées par d'autres facteurs, est adoptée en 1996.

Malgré tout, le problème d'iniquité persiste. En 2009, le gouvernement québécois impose des mesures plus contraignantes. Les entreprises ont jusqu'au 31 décembre 2010 pour réaliser l'équité et doivent déposer une déclaration annuelle au Ministère du Revenu, en plus de mettre à jour leur exercice d'équité aux 5 ans. Les amendes reliées au non-respect de la loi sont augmentées. Soulignons que la loi 35 ne diminue en rien l'impact d'autres facteurs contribuant à maintenir le revenu des femmes à un niveau inférieur: elles sont plus nombreuses que les hommes à être contraintes au travail à temps partiel (et par la bande à occuper des emplois précaires), étant donné qu'elles assument encore principalement les tâches domestiques et parentales.

Il n'y a donc pas de véritable intégration d'un principe qui, pour persister dans le temps, doit être le résultat d'un réel changement des mentalités.

Féministes: Action !

En février, des membres du Comité de mobilisation féministe de Montréal sont passées à l'action. Elles ont placardé les murs des départements de cinéma de l'UQAM et de l'UDEM pour dénoncer les réalités genrées de ces programmes d'étude.

La proportion d'étudiantes en cinéma s'élève à plus de 45% mais une fois dans la sphère professionnelle, elle se butent au sous-financement d'institutions telles la SODEC, qui ne leur accorde qu'un maigre 17% des fonds. Les statistiques parlent, il n'est aucunement question d'aptitude ni de talent : on a affaire à une crédibilité basée sur le genre. Alors que nos écrans et classes de cinéma laissent toute la place au regard et à la parole des hommes, nous construisons notre identité sur des modèles encore trop souvent machistes. Les œuvres des réalisatrices existent : plus on les diffusera, plus on les enseignera et surtout plus on donnera l'opportunité aux femmes de faire des films, plus elles prendront la place qui leur revient. Pour que les femmes puissent représenter le monde de leur point de vue, il faut leur retirer ce bâillon imposé dès les bancs d'école!

La lutte continue! Plusieurs programmes d'étude sont dans la mire de nos lunettes féministes!



Pour plus d'information : besoindelunettes@gmail.com

UN MANQUE DE REPRÉSENTATION?

À l'école des médias, sur les 30 professeur-e-s, 4 sont des femmes.
À la direction du département, les hommes occupent les postes de directeur et administrateur général, tandis que les femmes sont secrétaire, assistante administrative et commis.
À l'animation pédagogique, il y a 7 hommes et 1 femme.
Sur les 43 textes publiés depuis 1982, 30 sont écrits par des hommes, 4 ont été écrits par une femme et 9 en collaboration mixte.

UN SEUL REGARD NE SUFFIT PAS À IMAGER LA DIVERSITÉ DE NOTRE SOCIÉTÉ

besoindelunettes@gmail.com

L'UNE DES 4 AFFICHES PLACARDÉES AU DÉPARTEMENT DE CINÉMA DE L'UQAM

Crise économique et résistance populaire internationale

ALAIN SAVARD, ÉTUDIANT EN POLITIQUE ET JAOUAD LAAROUSSI, ÉTUDIANT EN HISTOIRE

Depuis trois ans, le monde est entré dans une nouvelle crise économique. Déclenchée par une crise de spéculation sur les prêts hypothécaires à haut risque (subprime) que des résidents américains et résidentes américaines ont été incapables de rembourser, cette crise financière s’est transformée ensuite en crise économique, par le transfert de problèmes reliés au monde de la finance dans l’économie réelle et en entraînant des mises à pied massives et des restructurations dans un grand nombre d’entreprises. Cette situation difficile pour les travailleurs et les travailleuses a renouvelé leur lutte. Dans leur combat contre les restructurations et les mises à pied, ils et elles ont remis de l’avant les actions directes contre des supérieur-e-s, par exemple, par des occupations d’usines aux États-Unis ou par la séquestration de patrons et patronnes en France.

Cette crise a touché les économies capitalistes de par le monde et a mis en péril la stabilité du système économique et financier. Les États, pour empêcher la crise financière de mettre au pied du mur la viabilité des institutions financières, ont mis en place un plan de sauvetage de plusieurs centaines de milliards de dollars. Ces plans de sauvetage des banques et grandes institutions financières ont creusé les déficits de la plupart des états

du monde occidental, qui ont mis en place des plans d’austérité budgétaires afin d’atteindre l’équilibre budgétaire. Ces plans ont pris un peu partout le même visage : coupes dans les services publics, tarifications dans plusieurs secteurs de la sphère publique, privatisation des sociétés d’État et diminutions des conditions salariales et de travail des employé-e-s de l’État. Ces différentes mesures des plans d’austérité budgétaires ont eu pour conséquence de faire payer à la population dans son ensemble une crise pourtant imputable à la spéculation des grandes institutions financières. Alors que les populations se font imposer une précarisation de leurs conditions de vie, les plus riches se voient offrir des baisses d’impôt sur le revenu et les compagnies se voient offrir des cadeaux fiscaux afin de relancer la croissance.

Loin d’accepter sans broncher ces nouvelles attaques, les populations de nombreux États construisent des mouvements de contestation pour répondre aux attaques sociales des États. En 2009, les Grec-que-s se sont opposé-e-s au plan d’austérité qui démantelait les structures sociales acquises par des décennies de lutte. Les Français, quant à eux, ont centré leur action politique sur la question de l’âge des retraites, et donc plus strictement sur le monde du travail. En Angleterre, c’est la question de la hausse des frais de scolarité qui a déclenché, au cours



QU’EST-CE QUE L’ASSÉ?

L’Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l’échelle du Québec, près de 42 000 membres dans plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires d’un bout à l’autre du Québec. Elle incarne, aujourd’hui, la continuité d’un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.

POUR LE DROIT À L’ÉDUCATION

L’ASSÉ considère l’éducation comme un droit fondamental de notre société, et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

POUR UNE STRATÉGIE EFFICACE : LE SYNDICALISME DE COMBAT!

On ne peut dissocier l’analyse de la pratique. À des revendications progressistes, en rupture avec l’ordre établi, correspond nécessairement une stratégie d’action particulière. Cette stratégie, l’expérience du mouvement étudiant québécois l’a dégagée : c’est le syndicalisme étudiant de combat. Au Québec, comme partout ailleurs, c’est à travers les luttes menées par les mouvements combattifs que le peuple a obtenu les programmes sociaux les plus importants.

Cela implique, d’une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l’espace pour mener à des prises de décisions. L’assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale.

L’ASSÉ, C’EST SES MEMBRES!

À l’intérieur de l’ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégué-e-s en Congrès ne deviennent pas automatiquement une résolution que chaque association membre doit appliquer sans l’accord de l’assemblée générale!

S’UNIR POUR ÊTRE PLUS FORTS!

La meilleure façon de supporter et de participer à ce vaste mouvement est de prendre part aux activités de l’ASSÉ, s’impliquer dans ses structures, aller à vos assemblées générales et de promouvoir l’affiliation de votre association étudiante à l’ASSÉ! Affilier à l’ASSÉ ça veut dire partager les ressources de son association étudiante avec celles des autres dans le but de défendre le droit à l’éducation. Être membre de l’ASSÉ, c’est contribuer à bâtir un important mouvement collectif et démocratique permettant de développer à l’échelle nationale une stratégie de lutte efficace.

www.asse-solidarite.qc.ca

de l’automne dernier, une vague de résistance. En Islande, c’est la faillite du système bancaire et l’importance de la dette à l’endroit du gouvernement britannique qui ont nourri un mouvement de protestation afin de démettre le parti au pouvoir.

Les actions entreprises lors de ces soulèvements sont aussi hétéroclites que leur discours. Chaque pays a mis en place des modes d’action qui sont propres à leur réalité politique. Ainsi, pendant que la lutte contre la réforme des retraites en France s’est intensifié avec une série de journées de grève générale, le pouvoir a commencé à se sentir en perte de contrôle lorsque les raffineries, bloquées par les travailleurs et les travailleuses, ne réussissaient plus à approvisionner le pays en essence. Cette stratégie des journées de grève générale a touché une multitude de pays au cours de l’année 2010, principalement en Europe, où leur intensité variait des grandes manifestations de masse (au Portugal et en Espagne par exemple) à des actions émeutières et des combats de rue en Grèce. Ces mouvements se sont d’ailleurs vus radicalisés dans la rue par les étudiants et étudiantes et la jeunesse qui ont confronté dans de nombreux pays les forces de répression (Angleterre, Irlande, France, Italie...).

Crise et mouvements sociaux au Québec

La situation politique, sociale et économique du Québec n’est pas bien différente de celle ailleurs dans le monde. Le gouvernement libéral québécois a mis en place un régime d’austérité que le ministre des finances lui-même a appelé « révolution tarifaire ». Que ce soit en éducation, avec la nouvelle hausse des frais de scolarité et les lois sur la gouvernance, ou avec la nouvelle taxe santé, le gouvernement libéral tente d’appliquer une logique marchande aux services sociaux tout en donnant des

cadeaux fiscaux aux entreprises et aux actionnaires.

Les mouvements sociaux québécois ont répondu à travers plusieurs manifestations au cours de la dernière année. Dans un premier temps, les mouvements communautaire et étudiant se sont alliés à partir de l’automne 2009 au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics qui a organisé une grande manifestation, qui a réuni plus de 12 000 personnes, le lendemain de l’adoption du budget 2010. Depuis, la population s’est mobilisée sur plusieurs fronts. Les étudiants et étudiantes, à l’image de leurs camarades d’Angleterre, ont manifesté par milliers et ont tenté de perturber la rencontre gouvernementale du 6 décembre dernier qui visait à légitimer la hausse des frais de scolarité. De leur côté, les centrales syndicales ont fait front commun pour éviter que les mesures d’austérités ne se traduisent en recul des conditions de travail des employés de l’État. Syndicats et fédérations étudiantes se sont également regroupés au sein de l’Alliance sociale et, en collaboration avec la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, ils organisent une grande manifestation le 12 mars prochain pour s’opposer aux mesures régressives qui pourraient réapparaître dans le prochain budget libéral.

En somme, la lutte vécue ici tant sur les frais de scolarité que sur les autres mesures régressives prévues par le gouvernement dans le plan de « retour à l’équilibre budgétaire » fait partie d’un mouvement global. Comme partout ailleurs, ces plans d’austérité ne sont que des manières détournées de récupérer, auprès de la population, les sommes d’argent qui ont été utilisées par l’État pour sauver les banquiers et les grandes entreprises.